



Clingendael

Netherlands Institute of International Relations

JUIN 2021

Loi de l'attraction

Le nord du Bénin et le risque de propagation de l'extrémisme violent



© Julien Gerard

Depuis de nombreuses années, plusieurs chercheurs mettent en garde contre le risque de débordement de la violence du Sahel vers les États dits côtiers. Le Directeur général des services de renseignement extérieur français (DGSE), Bernard Émié, a récemment désigné le Bénin et la Côte d'Ivoire comme étant en danger imminent. Le seul incident publiquement connu à cet égard au Bénin est l'enlèvement de touristes français dans le parc national de la Pendjari en 2019.

Les informations concernant la sécurité et les dynamiques politiques dans le nord du Bénin sont insuffisantes. Il y a un

manque flagrant d'informations concernant l'éventualité d'une exploitation des tensions locales sur le littoral ouest-africain par les organisations extrémistes présentes dans la région, ainsi que les méthodes qu'elles utilisent et le succès qu'elles auraient eu jusqu'à présent.

* Nizar Touhami-Chahdi et Imane Karimou ont assisté la recherche du présent rapport. Ils ont effectué des recherches de fond, participé à l'analyse des données et ont aidé à traduire les principaux résultats en français dans le présent résumé. Ils n'ont pas participé à la collecte des données.

L'Institut Clingendael comble ces lacunes en se penchant sur les dynamiques sécuritaires et politiques du nord du Bénin et plus spécifiquement celles des régions les plus à risque : l'Alibori, le Borgou et l'Atacora. Ces régions partagent une proximité géographique avec trois théâtres d'activités extrémistes :
A) la région de l'Est du Burkina Faso, où opèrent les cellules de l'EIGS et du GSIM ;
B) la région de Tillabéry et de Dosso au Niger, où sont présents des membres de l'EIGS ;
C) le nord-ouest du Nigeria, où sont présents de nombreux gangs et un large éventail d'organisations extrémistes.

Le nord du Bénin est en proie à des violences meurtrières

Ce rapport présente de nouvelles données sur les violences (intra et inter) communautaires dans le nord du Bénin provenant d'une organisation locale confidentielle et du Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED). L'analyse de ces données est de nature à conduire à une reconsidération majeure des priorités en termes de politiques publiques et de coopération sécuritaire.

Toutes les violences récemment découvertes se situent dans le nord - Alibori, Atacora et Borgou. De plus, il ne s'agit pas d'incidents relativement inoffensifs de protestations et de quelques émeutes impliquant des dommages matériels, mais plutôt d'affrontements entre groupes de communautés (armés) qui ont fait des victimes. La violence politique nouvellement observée dans le nord du Bénin est profondément communautaire et plus meurtrière que la plupart des violences politiques observées jusqu'à présent dans le pays.

Trois raisons expliquent le niveau élevé de violence communautaire

Il y a, d'une part, les conflits entre agriculteurs et éleveurs (50 % des incidents signalés). Certains de ces conflits impliquent des populations transhumantes du Niger et

du Burkina Faso au Bénin. Cependant, la majorité des incidents sont profondément communautaires car ils impliquent des communautés d'éleveurs sédentaires (souvent des Peuls). Nos recherches montrent que ces tensions s'enveniment depuis des décennies et se sont récemment ethnicisées.

D'autre part, la gestion de la propriété foncière peut également être facteur de tensions (environ 10% des incidents signalés). L'histoire marxiste de la propriété foncière de l'État et les fréquents changements de régimes fonciers ont créé un flou juridique quant à la propriété des terres. Il en résulte que les anciens moyens d'intégrer des "étrangers" dans un écosystème communautaire donné échouent, que les autorités traditionnelles voient leur rôle amoindri et qu'il y a confusion sur le lieu et la manière d'obtenir justice (en passant par le droit public ou coutumier).

Enfin, la gestion des parcs naturels dans le nord du pays est problématique (environ 10%, également). Depuis 2017, African Parks Network (APN) gère les parcs naturels du nord du Bénin mais depuis sa prise en charge et malgré de sérieux efforts, pour corriger les défauts de gestion, les activités des communautés (collecte de bois, pêche, chasse, agriculture, rites) sont perturbées. De plus, les communautés transhumantes ne peuvent plus circuler dans le parc.

À en croire les données, le nord du Bénin est donc menacé de débordement de l'extrémisme violent sahélien. Des conflits liés à l'accès aux ressources naturelles éclatent régulièrement dans plusieurs communes notamment entre les agriculteurs et éleveurs. Ainsi, les régions septentrionales du pays sont confrontées à de sérieux risques d'exploitation idéologique et communautaire orchestrées par différentes organisations extrémistes actives de l'autre côté des frontières.

Des situations explosives ?

Le rapport indique que ces groupes radicaux auraient d'ores et déjà commencé à exploiter ces tensions communautaires.

Dans Alibori (Malanville/Goungoun), la présence du mouvement Yan Izala (un des précurseurs de Boko Haram) est un fait établi. Différentes preuves mettent en exergue le fait que la présence des organisations extrémistes dans la zone peut s'étendre jusqu'à un mois grâce, notamment, à un appui local conséquent. D'autres indications suggèrent que ces extrémistes ont cherché à s'immiscer dans des conflits entre agriculteurs et éleveurs à Goungoun (en mai et juin 2020).

Aux alentours ainsi que dans l'enceinte des Parcs W et Pendjari, les activités de groupes extrémistes nécessitent une réponse urgente. En effet, la Katiba Macina a cherché à sensibiliser les communautés sur la mauvaise gestion des ressources naturelles par l'APN, en utilisant les mêmes discours et stratégies

identitaires et anti-étatiques qui ont permis au mouvement extrémiste de s'installer au Burkina Faso en 2018. La menace imminente d'une expansion de la Katiba Macina dans la région est susceptible d'entraîner un envol des violences entre populations locales, groupes armés et gardes forestiers appartenant aux services de l'APN.

De plus, il est notoire qu'APN cherche à s'étendre au Niger, au Burkina Faso et risque ainsi de déstabiliser les communautés locales de ces pays. Les récents affrontements armés du 25 mars, 25 et 27 avril dans les Parcs Pendjari et W, délibérément étouffés par APN et le gouvernement béninois, constituent un aperçu de la probable dégradation de la situation sécuritaire et humanitaire de la région.

À propos de l'Institut Clingendael

L'Institut néerlandais des relations internationales « Clingendael » est à la fois un think tank et une académie diplomatique de pointe dans le monde des affaires internationales. Nos analyses, formations et débats visent à créer et développer des outils pratiques qui aideront les gouvernements, les entreprises et la société civile afin de contribuer à un monde plus sûr, durable et juste.

www.clingendael.org
info@clingendael.org
+31 70 324 53 84

 @clingendaelorg
 The Clingendael Institute
 The Clingendael Institute
 clingendael_institute
 Clingendael Institute
 Newsletter

À propos de l'auteur

Kars de Bruijne est chercheur principal au sein de l'Unité de Recherche sur les Conflits de l'Institut Clingendael.